

« Peu d'hommes ont rendu d'aussi grands services à leur pays que Jean Monnet »

Eric Roussel: « Sa grande idée a été de mettre l'accent sur les institutions, de montrer que celles qu'il souhaitait pour l'Europe garantissaient, dans la paix, le maintien des spécificités »

Quand Jean Monnet publia cet ouvrage, l'Europe se portait encore bien. En France et en Allemagne, deux Européens convaincus, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, se trouvaient aux commandes. Ils se proclamaient même les disciples de Jean Monnet. On voyait encore tout ce que la construction européenne avait apporté aux pays qui avaient rejoint ce que l'on appelait alors la Communauté : maintien du niveau de vie, stabilité monétaire, instauration d'un ordre garantissant la paix sur le Vieux Continent. Sans doute y avait-il des divergences quant aux finalités du projet européen et à la forme institutionnelle qu'il pouvait prendre. Mais le débat restait relativement serein.

Depuis lors, tout a changé. L'Europe est contestée, attaquée, stigmatisée. En France, des polémistes à succès la rendent responsable de tous nos maux. Et fatalement, les flèches ont fini par se diriger vers celui qui a été à l'origine du processus d'union. Les accusations les plus graves et les plus absurdes ont fusé soudain contre lui. Un bonimenteur chouan est allé jusqu'à le métamorphoser en incarnation de tous nos renoncements (...).

Jean Monnet n'a pas simplement voulu « faire l'Europe », il a eu pour objectif d'élaborer une méthode permettant de transcender les rivalités entre États et de prévenir les conflits. On découvre aussi combien ce Français des Charentes a été utile à son pays en de multiples et décisives occasions (...).

En 1951, Jean Monnet entre pleinement dans l'histoire en proposant à Robert Schumann de mettre en commun avec l'Allemagne la gestion du charbon et de l'acier. Il le fait à sa manière : discrète et efficace, en ne cherchant pas les feux de la rampe. C'est là le début de l'aventure européenne. C'est là aussi le premier jalon de la réconciliation franco-allemande.

Peu d'hommes, en vérité, ont rendu d'aussi grands services à leur pays que Jean Monnet. Mais, comme on le sait, une curieuse et suicidaire tendance incite aujourd'hui certains à rechercher des botas émissaires susceptibles de les consoler d'un malaise qu'ils contribuent à entretenir par leur vision exclusivement négative. Et pour eux Jean Monnet est la cible idéale. Il voyait plus loin que nos frontières ? Il était donc vendu à l'étranger ! Il mettait l'accent sur l'économie ? Il était par conséquent entre les mains de la finance internationale ! Autant d'accusations dont la simple lecture de ces Mémoires permet de faire justice.

Activisme. Quant aux relations de Jean Monnet avec le général de Gaulle, objet de tant de thèses fallacieuses, il importe pour les comprendre de les replacer avec sérénité en perspective. Leurs rapports, en effet, furent complexes et souvent conflictuels. Origine, culture, vision du monde, tout les opposait. L'un, militaire de carrière, venait de la droite catholique et monarchiste, vénérat Notre Dame la France, se plaçant dans le sillage de Richelieu. L'autre, issu du terroir charentais, négociant sans diplôme, était un provincial internationaliste qui avait pour premier réflexe de penser les problèmes à l'échelle la plus large.

Et pourtant, ces deux personnalités que Valéry Giscard d'Estaing n'était pas le seul à tenir pour les plus exceptionnelles de leur époque ne se portaient pas les sentiments extrêmes qu'on leur prête souvent. De Gaulle s'agaçait de l'activisme de Monnet en faveur d'une Europe intégrée mais voyait en lui malgré tout un grand négociateur

et un homme d'organisation remarquable. Jean Monnet, de son côté, déplorait le caractère parfois excessif des réactions du Général, spécialement quand les États-Unis se trouvaient en cause. Il regretta aussi qu'il ne prit pas la tête d'une action en faveur de l'Europe, à laquelle il aurait apporté son immense prestige. Cela ne l'empêcha pas de donner son appui à plusieurs initiatives du fondateur de la V^e République en ce qu'il voyait un grand homme. Ainsi approuva-t-il la Constitution de 1958 et le règlement de l'affaire algérienne.

Pendant quelques années, après le retour au pouvoir de De Gaulle, il y eut également une sorte de modus vivendi entre les deux personnages sur l'Europe. Monnet ne pouvait que se féliciter de voir le chef de l'État accepter et mettre en œuvre le Traité de Rome instituant le Marché commun. Et le Plan Fouchet de 1962 dont l'objectif était l'organisation d'une Europe politique n'était pas complètement inacceptable pour celui que de Gaulle appelait l'Inspirateur - au moins dans sa première version qui ne remettait pas en cause ce qui avait été déjà accompli.

Henry Kissinger va même jusqu'à souligner : « Je crois qu'au fond, sur l'essentiel, Jean Monnet était d'accord avec de Gaulle. Tous deux pensaient que l'Europe devait avoir une identité forte. La différence était que de Gaulle pensait qu'il fallait l'exiger en s'opposant aux Américains, alors que Monnet voulait parvenir au même résultat en collaborant avec nous. »

Mais, bien entendu, il y eut dans ces relations des moments d'extrême tension. Ce fut le cas en particulier à Alger, en juin 1963, au moment où se constituait le Comité français de la Libéra-

tion nationale. Pour faire plier le général Giraud avec lequel il répugnait à partager le pouvoir, de Gaulle ne cessait de hausser le ton : comme Napoléon, il avait mis au point un usage très politique de ses colères. Présent aux côtés de Giraud, dont il déplorait cependant l'inexpérience et une ligne trop proche du régime de Vichy, Jean Monnet s'exaspéra des méthodes du Général. Et dans le feu de l'action, dans l'atmosphère empoisonnée qui était celle d'Alger à cette époque, des mots malheureux lui échappèrent dans une note privée. « Il faut donc le détruire », écrivit-il sur une feuille volante. Aubaïne pour ses détracteurs qui se jetèrent sur ces termes pour l'accabler et lui prêter des intentions homicides.

Polémique. C'était oublier la suite du message qui précisait que pour « détruire » le Général, il suffisait de rendre publics les échanges avec lui. On a connu des assassins potentiels plus déterminés. Je suis d'autant plus à l'aise pour évoquer cet épisode que la note en question me fut volontairement communiquée par la fille de Jean Monnet, Marianne, dont on ne peut que saluer l'honnêteté exemplaire. Cette polémique ne sert que des intérêts étroitement partisans. La conclusion appartient au cardinal de Retz qui remarquait : « Les grands noms sont toujours de grandes raisons aux petits génies. »

Reste une question que l'on doit aborder : Jean Monnet niait-il, comme d'aucuns le prétendent, les particularités nationales au profit d'un individu abstrait ? Rien ne le laisse penser. Sa grande idée a été en effet de mettre l'accent sur les institutions, de montrer que, sous réserve de leur fonctionnement harmonieux et efficace, celles qu'il souhaitait pour l'Europe à maître garantissaient justement, dans la paix, le maintien de ces spécificités ni condamnées ni condamnables à ses yeux.

Cela est si vrai qu'il affirmait tout cela de manière très claire dans une note rédigée comme toujours à la hâte en 1950. Évoquant ce qui était à l'époque le camp occidental, il soulignait : « Il y a dans cette entité trois mondes : l'Europe capitaliste d'avant-guerre - qui exclut, en fait, les satellites de l'URSS sauf la Tchécoslovaquie -, la Grande-Bretagne et les dominions, les États-Unis. Chacun a ses caractéristiques fondamentales dues à un long passé, à une histoire que les plus grands bouleversements ne peuvent effacer de l'esprit des hommes et peut-être surtout à l'influence qu'exerce sur les hommes le sol sur lequel ils naissent : les constantes historiques des Gaulois et des Français, des Germains et des Allemands en sont une preuve évidente (...). C'est en utilisant dynamiquement, pour le bien de tous, ce que chacune de ces entités peut apporter que nous bâtirons le monde nouveau libre et prospère qui est devant nous (...).

Raboter les différences, effacer des siècles d'histoire, étendre au monde entier l'Américan way of life : rien, on le voit, n'était plus éloigné de la pensée de Jean Monnet, contrairement à ce que soutiennent ceux qui ne l'ont ni lu ni compris.

Eric Roussel, de l'Institut

Eccc Eco
Emmanuel Combe

Le pouvoir d'achat passe par l'éducation



LE POUVOIR D'ACHAT AURA ÉTÉ l'un des thèmes clés de la campagne présidentielle. Marine Le Pen et Emmanuel Macron ont rivalisé de propositions sur ce sujet, que ce soit avec la baisse de la TVA, le bouclier tarifaire ou le chèque énergie. Ces propositions visent un objectif légitime mais de court terme : soulager le portefeuille des Français, dans un contexte de flambée des prix. Mais, à long terme, le pouvoir d'achat ne se décrète pas : il se construit au travers d'une politique de croissance. Cette dernière repose sur l'acheminement de multiples ingrédients, au premier rang desquels figure l'éducation.

En premier lieu, la maîtrise d'un minimum de savoirs constitue la condition d'accès au marché du travail, surtout pour les jeunes. Les statistiques parlent d'elles-mêmes : le taux de chômage des personnes disposant au mieux du brevet des collèges est de 14,5 %, soit presque le double de la moyenne nationale. Il atteint même 44 % pour ceux sortis sans diplôme depuis moins de 4 ans.

Il est donc vital de lutter contre le phénomène des NEETs, ces jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Ils sont 1,5 million dans notre pays. Lutter contre le décrochage scolaire n'est pas seulement une question de justice sociale : c'est aussi un enjeu de croissance perdue et donc de pouvoir d'achat. Selon une récente note du Cercle des économistes, la non-intégration des NEETs au marché du travail représenterait un manque à gagner de 0,4 point de PIB, sans même compter le coût pour les finances publiques estimé à 22 milliards d'euros.

Productivité. En second lieu, la qualité du système éducatif influe sur la croissance, en améliorant la productivité des individus et leur adaptabilité à un environnement changeant. En la matière, les chiffres sont assez incantants : que ce soit dans PISA ou TIMSS, qui mesure les compétences en mathématiques, la France se situe en dessous de la moyenne européenne. Un chiffre frappe les esprits : dans la dernière enquête TIMSS, 15 % des élèves français ne disposent pas des connaissances élémentaires en mathématiques, contre 6 % en Europe. Si l'on veut augmenter le pouvoir d'achat des Français, il est essentiel d'accroître leur productivité, ce qui suppose d'investir davantage et mieux dans le capital humain.

En dernier lieu, dans un monde où la croissance passe de plus en plus par l'innovation et la recherche, il est crucial de disposer d'un large vivier d'excellents élèves. La réduction des inégalités scolaires constitue un levier important, en permettant de remédier au phénomène des « Einstein perdus » (selon l'expression de Jarvel), ces élèves qui pourraient exceller si on les mettait dans des conditions favorables de réussite. La France est le pays de l'OCDE où la réussite scolaire reste la plus corrélée à l'origine sociale.

Au-delà des nécessaires mesures de court terme, la meilleure des politiques c'est d'investir dans l'éducation de tous, en menant une action globale qui aille du décrochage scolaire à l'excellence scolaire.

Emmanuel Combe est professeur à Skema business school et vice-président de l'Autorité de la concurrence.



GEN PRESS

Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SAS - 8, rue Bellini, 75006 Paris - www.leopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Rédacteur en chef** : Rimi Godau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Aggane, Olivier Baocazat, Marie-Catherine Beath et Emmanuel Giniéry. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Roman Dalgaak, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattines. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 90043 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@leopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 342 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CFPAP - IZ3 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Entroposition : Pot 0,022 kg / tonne de papier.

6H30-9H
EUROPE MATIN
Dimitri Pavlenko
Et retrouvez l'Édito Politique de Nicolas Beytout à 7H53